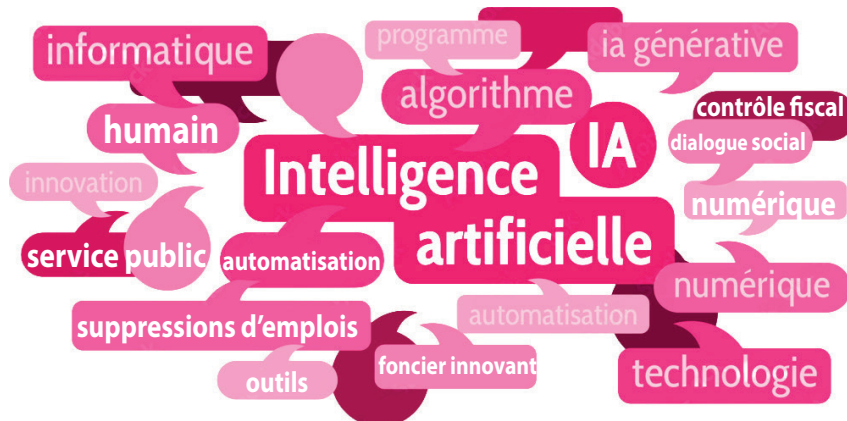


IA : EST-CE VRAIMENT CE QUE NOUS VOULONS ?



C'est maintenant devenu un sujet récurrent, à l'ordre du jour du CSAR du 16 février figurait la stratégie IA de la DGFIP.

Au menu :

- ➔ Un inventaire partiel des projets déjà connus et bien installés, de la programmation du contrôle fiscal (CFVR) au foncier innovant (détections des piscines et aussi maintenant du bâti isolé), en passant par le contrôle de la dépense (TAAP), l'analyse prédictive des finances locales ou l'analyse des amendements au PLF.
- ➔ Un indigent bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) du numérique à la DGFIP.
- ➔ Des recommandations pour les agent-es, leur encadrement et les concepteurs d'outils IA, car une chose est certaine pour la DG : il va falloir que tout le monde s'y mette, qu'on le veuille ou non !

À la DGFIP comme partout ailleurs l'IA est présentée comme un fabuleux progrès technique, son développement à tous les niveaux comme inéluctable.

Peu importe qu'il faille exploiter des armées de travailleurs du clic à Madagascar ou ailleurs (car non, l'IA n'est pas magique). Peu important sa consommation d'eau, le gouffre énergétique qu'elle représente et la flambée des prix des composants qu'elle entraîne.

Peu important les milliards dépensés, et donc les coupes budgétaires qu'il faudra faire ailleurs.

Peu important la perte de sens au travail, la dégradation du service public et les exclus du tout numérique.

L'irruption soudaine de l'IA dans tous les domaines n'est pas une évolution naturelle et ne correspond à aucun besoin de la société. L'arbre des quelques bénéfices avérés (diagnostic médical...) ne doit pas cacher la forêt des conséquences sociales, sociétales, environnementales, des applications militaires qui font froid dans le dos et du renforcement de la surveillance généralisée.

L'IA est imposée par ceux qui la vendent, et soutenue par ceux qui y voient une promesse de rentabilité accrue ou de pouvoir et de contrôle. Elle est particulièrement promue, et ce n'est pas un hasard, par les régimes autoritaires et fascisants, Etats-unis en tête.

Pour la CGT Finances publiques il est urgent de porter un autre regard. Ces choix techniques sont avant tout politiques et soutiennent une certaine vision de la société et du service public qui n'est pas la nôtre.

Écouter les agent-es sur leurs besoins en matière d'outils comme d'organisation du travail, c'est ce que font les militant-es CGT au quotidien. Ainsi nous pouvons affirmer que ce que les agent-es veulent ce n'est pas de l'IA, mais des moyens pour bien travailler. Des moyens humains pour travailler sans pression et s'épanouir dans la satisfaction du travail bien fait. Des outils informatiques fiables qui leur facilitent le travail, vraiment conçus pour et avec eux. Un management qui les épaula et reconnaît leur travail collectif à sa juste valeur.

Jamais ils n'ont réclamé des outils :

- ➔ Qui prétendent se substituer à leur expertise.
- ➔ Qui leur dictent les tâches à réaliser et les privent d'initiative.
- ➔ Qui rendent le travail inintéressant et les cantonnent au rôle d'éducateurs pour IA.
- ➔ Dont les erreurs engendrent une surcharge de travail.
- ➔ Qui prétendent mesurer leur travail par des indicateurs.
- ➔ Qui dégradent la qualité du service public.
- ➔ Qui servent de prétextes à des suppressions d'emplois, qui elles-mêmes justifieront de nouvelles automatisations pour pallier le manque d'effectifs.

La CGT ne s'oppose pas au progrès technique, mais le conditionne au progrès social. Il ne doit pas servir à supprimer des emplois et intensifier le travail. Nous ne voulons pas travailler plus vite, nous voulons travailler mieux, plus nombreux, et moins longtemps.

Il n'est pas acceptable que de telles transformations du travail se fassent sans écouter les premier-es concerné-es et leurs représentant-es.

LA CGT FINANCES PUBLIQUES EXIGE :

- ➔ La consultation des agent-es et de leurs représentant-es sur les choix structurants, un véritable dialogue social sur le numérique, qui ne doit pas être réduit à sa dimension technique et confisqué par des experts.
- ➔ L'orientation des choix techniques et stratégiques dans l'intérêt des agent-es et du service public, et non pas avec pour seule boussole les suppressions d'emplois.
- ➔ Des outils numériques qui aident les agents, pas qui les asservissent.
- ➔ L'arrêt des suppressions d'emplois et les recrutements nécessaires au bon exercice des missions.
- ➔ Le bénéfice des gains de productivité pour les agent-es (allègement de la charge, réduction du temps de travail).
- ➔ Le maintien d'un service public humain de proximité accessible à tous et toutes par d'autres moyens que le numérique.